

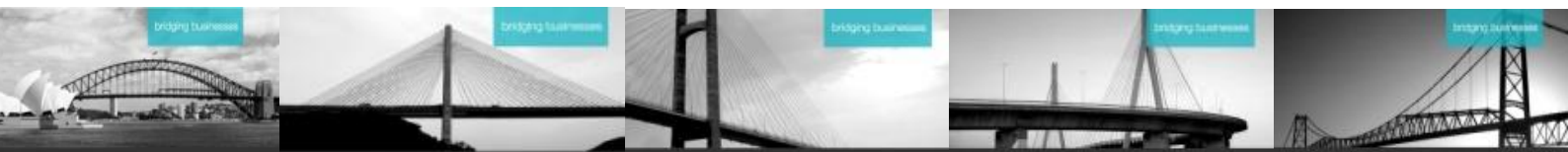
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024

AUTISME EN ILE-DE-FRANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

43 bis rue de Cronstadt
75015 PARIS



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association AUTISME EN ILE-DE-FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant au paragraphe II – FAITS CARACTERISTIQUES, PRINCIPES COMPTABLES de l'annexe des comptes annuels concernant les autres faits significatifs sous le paragraphe 2.1 Faits significatifs de l'exercice et événements post-clôture.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises

individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs

pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 9 juillet 2025

Le Commissaire aux comptes
JPA Associations



Damien POTDEVIN

Association AUTISME EN ILE DE France

Comptes du 01/01/24 au 31/12/24

BILAN ACTIF	Brut	Amort. & Dépr.	Net au 31/12/24	Net au 31/12/23
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement	261 244	261 244	0	0
Frais de recherche et de développement	114 501	105 145	9 356	11 981
Concessions, brevets et droits assimilés	565 399	42 609	522 790	18 701
Autres immobilisations incorporelles	600	600	0	0
Immobilisations corporelles				
Terrains / agencements	1 179 499	5 121	1 174 378	1 174 378
Constructions	15 204 107	6 341 175	8 862 932	9 493 798
Installations techniques, matériel et outillage	456 656	365 493	91 163	84 957
Autres immobilisations corporelles	8 019 211	5 062 834	2 956 377	3 227 311
Immobilisations en cours / Avances et acomptes	70 399		70 399	125 459
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	610 996		610 996	610 996
Autres immobilisations financières	228 355		228 355	205 602
ACTIF IMMOBILISE	26 710 967	12 184 221	14 526 746	14 953 183
Avances et acomptes versés sur commandes	37 425		37 425	59 129
Créances et comptes rattachés	4 545 429	26 057	4 519 372	4 340 291
Autres créances	1 340 337		1 340 337	1 504 972
Valeurs mobilières de placement	4 334 875		4 334 875	4 850 301
Disponibilités	7 891 522		7 891 522	6 543 882
Charges constatées d'avance	132 813		132 813	80 360
ACTIF CIRCULANT	18 282 401	26 057	18 256 344	17 378 935
Comptes de régularisation				
TOTAL GENERAL	44 993 368	12 210 278	32 783 090	32 332 118

BILAN PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
Fonds associatifs sans droit de reprise	3 728 803	3 728 803
Fonds associatifs avec droit de reprise	369 264	369 264
Excédents affectés à l'investissement	1 652 573	1 351 307
Réserves de compensation	2 164 161	1 772 615
Excédents affectés à la couverture BFR	425 998	425 998
Autres réserves	0	-
Report à nouveau	-1 089 184	- 1 537 252
Résultat sous contrôle financeur --> Annexe 1	658 814	1 716 898
Excédent financement mesure exploitation	0	-
Résultat de l'exercice --> Annexe 2	205 726	18 626
Subventions d'investissement	4 096 678	4 369 029
Provisions réglementées	408 459	408 459
FONDS ASSOCIATIFS	12 621 292	12 623 747
Provision pour risques et charges	501 815	530 565
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	501 815	530 565
Fonds dédiés	3 503 041	3 400 168
PROVISIONS ET FONDS DEDIES	3 503 041	3 400 168
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédits	12 282 716	11 420 303
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	17 429	0
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	977 253	1 292 392
Dettes fiscales et sociales	2 482 610	2 342 777
Autres dettes	396 934	644 166
Produits constatés d'avance	0	78 000
DETTES	16 156 942	15 777 638
Ecart de conversion passif		
TOTAL GENERAL	32 783 090	32 332 118

Association AUTISME EN ILE DE France

Comptes du 01/01/24 au 31/12/24

COMPTE DE RESULTAT	31/12/2024	31/12/2023
Dotations et produits de tarification	28 430 017	25 801 462
Divers	437 014	507 671
Subventions d'exploitation	8 450	318 000
Reprises de provisions/fonds dédiés et transferts de charges	178 150	24 309
Autres produits	83 110	96 012
Produits d'exploitation	29 136 741	26 747 454
Achats non stockés de matières et fournitures	23 038	16 682
Services extérieurs et autres	8 411 175	7 520 192
Impôts, taxes et versements assimilés	1 329 388	1 253 974
Salaires et traitements	11 831 484	11 732 988
Charges sociales	5 910 687	5 615 904
Dotations aux amortissements	1 424 993	1 478 721
Dotations aux provisions/fonds dédiés	78 356	193 065
Autres charges	424 066	89 689
Charges d'exploitation	29 433 187	27 901 215
RESULTAT D'EXPLOITATION	-296 446	-1 153 761
Produits financiers	192 606	94 899
Charges financières	156 279	173 272
Quote parts fonds associatif	2 855	
RESULTAT FINANCIER	39 182	-78 373
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT	-257 264	-1 232 133
Produits exceptionnels	2 751 080	2 009 469
Charges exceptionnelles	2 241 862	758 711
RESULTAT EXCEPTIONNEL	509 218	1 250 759
Impôts sur intérêts CAT	46 228	
RESULTAT DE L'EXERCICE	205 726	18 626

AUTISME EN ILE DE FRANCE
43 bis rue de Cronstadt
75015 PARIS

Le bilan de l'exercice présente un total de 32 783 090 euros
Le résultat comptable de l'exercice est excédentaire de 205 726 euros.

Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de l'Association.
Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par le Conseil d'Administration de l'Association tenu le 24 avril 2025.
L'exercice N-1 était sur 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2023.
Le présent exercice est sur 12 mois du 1^{er} janvier au 31 décembre 2024.

Les comptes sont repris intégralement à partir de la comptabilité autonome de chaque établissement et de chaque service avec élimination des comptes inter établissement.

I **PRESENTATION DE L'ASSOCIATION**

1.1 **Objet social**

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Art. 2 : L'Association a pour buts essentiels :

- d'assurer aux personnes avec autisme, quels que soient leur âge et le niveau de leur handicap, un accompagnement personnalisé, respectueux de leur potentialité et destiné à leur permettre d'acquérir une autonomie aussi large que possible ;
- de promouvoir, créer et développer en Île-de-France, tout mode d'accompagnement des personnes avec autisme, de l'enfance jusqu'à la vieillesse, et, plus généralement, de développer et fluidifier le parcours de l'autisme, en s'appuyant sur les recommandations de bonnes pratiques de la Haute Autorité de la Santé (HAS) ;
- de développer les compétences sociales et professionnelles des personnes avec autisme afin de favoriser leur inclusion dans la cité et leur accès au monde du travail ;

- de créer et de gérer des structures d'accueil, d'éducation, d'hébergement, de travail, ou de soins nécessaires au développement et au bien-être des personnes avec autisme concernées ;
- de soutenir et informer les familles, responsables légaux et aidants grâce à des actions de communication et d'accompagnement, en étant à l'écoute de leurs besoins et en favorisant des actions limitant l'isolement ;
- de jouer un rôle actif auprès de toutes les instances politiques ou administratives en lien avec le handicap ;
- d'informer l'opinion publique afin de mieux faire connaître les particularités et les problèmes des personnes avec autisme ;
- de stimuler la recherche concernant l'autisme et les troubles envahissants du développement (TED) et d'en diffuser les résultats. Et de réaliser toute opération, de prendre toute participation lui permettant de réaliser directement ou indirectement son objet tel que défini ci-dessus.

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

Le Conseil d'Administration a mené un travail de fond en 2024 pour réviser le Projet Associatif de l'Association, qui décrit les objectifs et les moyens de l'association dans le cadre de ses statuts. Le nouveau Projet Associatif a été validé par le Conseil d'Administration du 13 mars 2025.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

L'Association utilise tous les moyens d'action compatibles avec son but et les présents Statuts et en particulier :

- la création et la gestion d'établissements et de services variés, avec accompagnement éducatif des personnes avec autisme, depuis leur jeune âge jusqu'à leur fin de vie ;
- la défense et l'illustration du droit de ces personnes à un accompagnement éducatif personnalisé et à des soins appropriés ;
- la participation aux initiatives des associations accueillant des personnes avec autisme afin d'améliorer leur prise en charge en Île de France ;
- la mise en place de partenariats avec d'autres instances du secteur public ou privé susceptibles d'apporter des compétences complémentaires dans un souci de développer des projets permettant de fluidifier le parcours de l'autisme ;
- la mutualisation des savoir-faire avec d'autres associations ou structures œuvrant avec les mêmes buts et valeurs que les siennes pour le bien-être et l'autonomie des personnes en situation de handicap ;

L'association déploie ses activités sur le territoire de la région Île-de-France.

Sur le département des Yvelines (78) :

- Un foyer d'accueil médicalisé (FAM) pour 35 adultes avec une activité d'accueil avec hébergement.

- Un Institut Médico-Educatif (IME) de 30 places dont 10 places d'internat pour l'accueil d'enfants âgés de 6 à 20 ans, qui a obtenu une extension de 7 places en 2024 dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt Inclus'IF 2030, et auquel est adossé un pôle de compétence et des prestations externalisées (PCPE) de 45 places en file active.
- Un Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) de 98 places qui intervient dans des actions de maintien de la scolarisation et dans l'organisation de dispositifs de scolarisation (UEMA, UEEA, ULIS). Le SESSAD inclut également un dispositif de préprofessionnalisation. Le SESSAD a obtenu une extension de capacité de 10 places en 2024 pour un SESSAD Jeunes Adultes Parcours Pro, avec extension d'agrément de 0 à 25 ans, dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt Inclus'IF 2030.
- Un Service à la personne, agréé par les services du conseil départemental des Yvelines, dénommé « Service Autisme Inclusion » (SAI) qui déploie à ce jour son activité auprès d'enfants scolarisés et de jeunes adultes.

Sur le département de Paris (75) :

- Un Institut Médico-Educatif (IME) de 25 places dont 5 places d'internat destiné à l'accueil et l'accompagnement d'adolescents avec autisme de 12 à 20 ans. L'IME est également le support d'un dispositif de préprofessionnalisation et d'inclusion sociale sous la forme d'un café social a ouvert ses portes en 2021. Le café est géré par une association spécifique avec laquelle Autisme en Île-de-France a signé une convention. Une UEMA a également ouvert fin 2023. Une extension a été obtenu de gré à gré avec un SESSAD de 10 places pour l'activité de professionnalisation, avec agrément jusqu'à 25 ans, et avec une UEEA de 10 places.
- Un établissement d'accueil médicalisé (EAM) pour adultes de 52 places avec une activité d'accueil avec et sans hébergement sur le 15^{ème} arrondissement. L'EAM « Simone Veil » porte également une activité d'hébergement diffus sous les modalités d'internat de l'EAM ou bien celle d'un foyer d'hébergement.

Sur le département du Val-de-Marne (94) :

- Un Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) de 72 places sur l'Est du département qui intervient dans des actions de maintien de la scolarisation et dans l'organisation de dispositifs de scolarisation (UEMA, UEEA, ULIS). Le SESSAD a obtenu une extension en 2024 avec un DAR (dispositif d'autorégulation).
- Un Service d'Education Spéciale et de Soins à Domicile (SESSAD) de 52 places sur l'ouest du département ouvert en 2018. Le SESSAD de 45 places intervient dans des actions de maintien de la scolarisation. L'ouverture d'une Unité d'Enseignement Maternelle Autisme (UEMA) a eu lieu en 2023.
- Un institut- Médico-Educatif (IME) sur l'Est du département de 4 places de semi-internat. L'IME a obtenu en 2024 dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt Inclus'IF 2030 une extension de 8 places.

Sur le département de Seine et Marne (77) :

- Un Institut Médico-Educatif (IME) passé en 2022 à un fonctionnement en plateforme pour 35 places, en semi-internat avec une UEMA. La plateforme a obtenu en 2024 une extension de 7 places dans le cadre de l'appel à manifestations d'intérêt Inclus'IF 2030.

1.3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements : Les tableaux présentés aux points 5.1 et 5.2 récapitulent les investissements réalisés par l'association nécessaires pour la réalisation de son objet social.
- Ressources humaines : Le tableau récapitulatif présenté au point 7.1 présente l'effectif moyen de l'association sur 2024.

II FAITS CARACTERISTIQUES, PRINCIPES COMPTABLES

2.1 Faits significatifs de l'exercice et événements post clôture

Passage en CPOM

L'association a signé un Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens en décembre 2023, pour les exercices 2024 à 2028.

Intégration du P'tit Club

Dans le cadre de la négociation CPOM, l'activité du P'tit Club de Paris précédemment financée par des subventions de la Mairie de Paris, a été financé par une dotation de l'ARS à partir de 2024. Il est un service de l'IME Cour de Venise.

Prime de partage de la valeur :

Le conseil d'administration du 23 mai 2024, décide le versement de la prime de partage de la valeur d'un montant de 246 K€. Cette prime impacte les comptes 2024.

Le conseil d'administration du 26 juin 2025 a décidé le versement de la prime de partage de la valeur qui impactera les comptes 2025.

Fusion « AUTISME INTEGRATION PAR METHODES EDUCATIVES 77 »

La fusion entre les associations « AUTISME ILE DE France » et « AUTISME INTEGRATION PAR METHODES EDUCATIVES 77 - AIME 77 » est intervenue prévoyant la transmission universelle du patrimoine de « AUTISME INTEGRATION PAR METHODES EDUCATIVES 77 » à « AUTISME

ILE DE France ». La fusion a pris effet le 1^{er} juillet 2023 sur le plan juridique, et sur les plans comptable et fiscal le 1^{er} janvier 2023.

L'exercice 2024 est le premier exercice avec intégration complète d'AIME 77.

Autres faits significatifs

Suite à la réorganisation des services financiers de l'association, il a été noté un certain nombre de difficultés dans les paramétrages des logiciels financiers utilisés notamment pour les immobilisations et le service de la paie générant des décalages de calculs et des régularisations à effectuer.

Des travaux sont en cours pour remédier à cette situation avec pour conséquence de possibles ajustements sur l'exercice 2025.

L'ampleur de ces décalages n'a pas été jugée significative sur l'ensemble des activités de l'association.

Les comptes de liaisons entre les établissements et le siège ont fait l'objet d'un cadrage global avec des ajustements nécessaires pour l'équilibrer l'ensemble des comptes de liaison impactant le siège d'une charge de 103 654 €.

Conformément aux dispositions de l'article L 833-2 du Plan Comptable Général, les comptes annuels de l'association au 31/12/2024 ont été arrêtés, comme ceux au 31/12/2023.

Les éléments suivants reflètent uniquement les conditions qui existaient à la date de clôture, sans tenir compte de l'évolution ultérieure de la situation :

- la valeur comptable des actifs et des passifs
- la dépréciation des créances inscrites à l'actif
- la dépréciation des immobilisations corporelles et incorporelles
- les produits d'exploitation

Les états financiers de l'entité ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité.

A la date d'arrêté des comptes des états financiers 2023, la direction n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remette en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation.

2.2 Règles et méthodes comptables

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Ces comptes annuels sont établis selon les dispositions prévues par le plan comptable général 2014-03 et CRC 99-01.

L'association applique également les réglementations comptables suivantes :

- Le règlement ANC 2018-06.
- Le règlement 2004-06 du CRC, relatif à la définition, à la comptabilisation et à l'évaluation des actifs corporels et incorporels.
- Le règlement 2000-06 du CRC, relatif aux passifs.
- L'avis du CNC (2007-05) du 4 mai 2007.
- Du décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 (JO du 24 octobre 2003) relatif à la gestion budgétaire et comptable des établissements et services médico-sociaux.
- Les arrêtés successifs publiés depuis cette date qui ont modifiés la nomenclature comptable applicable aux établissements et services privés sociaux et médico-sociaux ainsi que la comptabilisation des certaines charges et qui se substituent à celles de l'instruction 87-67 du 16 mars 1987 communément appelée M22.

Pour rappel, l'application du règlement ANC n° 2018-06 est devenue obligatoire pour les comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif ouverts à compter du 1^{er} janvier 2020.

Il a été fait application des dispositions particulières résultant de l'instruction M22, applicable aux établissements et services sanitaires, sociaux et médico-sociaux gérés par les organismes privés à but non lucratif.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

2.3 Les comptes annuels regroupent les comptes des établissements et services :

Les établissements :

- FAM Clair Bois
- IME Notre Ecole
- SESSAD Aidera
- SESSAD Les Comètes
- EAM Simone Veil
- IME Cour de Venise
- SESSAD Grange Ory
- IME A l'Ecole de Ted et ses amis
- Plate-forme Eclair
- Siège

Les services :

- SAAD SAI
- Association

Les mandats de gestion (sans impact sur le résultat de l'Association) :

- GEM CAP'ACTIF

III NOTES SUR LE BILAN

3.1 Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou à leur coût de production. Les frais accessoires (droits de mutation, honoraires et frais d'actes) sont incorporés au coût d'acquisition des immobilisations.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire et en fonction de la durée d'utilisation prévue :

- | | |
|-------------------------------|-------------|
| - Frais d'établissement | 3 à 10 ans |
| - Constructions | 10 à 50 ans |
| - Matériel et outillage | 5 à 15 ans |
| - Matériel roulant | 5 ans |
| - Agencements et aménagements | 5 à 20 ans |

3.2 Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

3.3 Valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

3.4 Subventions d'investissements

Les subventions d'investissements recevant une affectation particulière sont portées dans les fonds associatifs.

3-5 Titres de participations

Pour rappel l'association a pris une participation de 998 € dans la SCI L'ARC EN CIEL en 2021 soit 99,80% de son capital social. Cette dernière loue des locaux d'une superficie d'environ 500 m² situés au 9, avenue d'Arromanches - Saint Maur des Fossés (94100) au SESSAD LES COMETES. Le loyer mensuel facturé à l'Association AIEDF est de 8 000 €.

3-6 Engagements hors bilan

Aucun engagement hors bilan n'a été recensé au 31 décembre 2024.

IV NOTES SUR LE RESULTAT

Résultats des établissements sous convention :

La reprise des résultats antérieurs s'effectue au niveau des tableaux d'affectation de résultat des comptes administratifs.

Le résultat comptable, correspondant à la différence entre charges et produits figure dans le bilan de chaque établissement (annexe 2).

Retraité des reprises de résultats antérieurs (annexe 1), il devient le résultat administratif, présenté aux tutelles pour affectation (annexe 3).

Pour les comptes qui sont soumis aux autorités de tutelle, les résultats ont un caractère provisoire dans l'attente des contrôles par les organismes compétents.

Les comptes de l'exercice 2024 font notamment apparaître pour les établissements et services :

- Annexe 1 : Le tableau détaillé des résultats 2022 et 2023 sous contrôle des tiers financeurs
- Annexe 2 : Le tableau détaillé des résultats comptables 2024
- Annexe 3 : Le tableau détaillé des résultats administratifs 2024

V NOTES SUR LE BILAN ACTIF

5.1 Actif immobilisé :

IMMOBILISATIONS	A l'ouverture 01/01/2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	A la clôture 31/12/2024
Incorporelles	428 145	513 599	0	941 744
Corporelles	24 498 654	465 521	34 304	24 929 871
Financières	816 598	22 753		839 351
TOTAL	25 743 397	1 001 873	34 304	26 710 966

AMORTISSEMENTS	A l'ouverture 01/01/2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	A la clôture 31/12/2024
Incorporelles	397 463	12 135	0	409 598
Corporelles	10 392 753	1 381 870	0	11 774 623
Financières	0			0
TOTAL	10 790 216	1 394 005	0	12 184 221

5.3 Etat des créances

CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus 1 an
Actif immobilisé			
Autres participations	610 996		610 996
Autres immobilisations financières	228 355		228 355
Actif circulant			
Avances et acomptes	37 425	37 425	
Créances et autres créances	5 885 766	5 885 766	
VMP & Disponibilités	12 226 397	12 226 397	
Charges constatées d'avance	132 813	132 813	
TOTAL	19 121 752	18 282 401	839 351

VI NOTES SUR LE BILAN PASSIF

6.1 Fonds propres

FONDS PROPRES	2023	2024
Fonds associatifs sans droit de reprise	3 728 803	3 728 803
Fonds associatifs avec droit de reprise	369 264	369 264
Excédents affectés à l'investissement	1 351 307	1 652 573
Réserve de compensation	1 772 615	2 164 161
Réserves de trésorerie	425 998	425 998
Report à nouveau	-1 537 252	-1 089 184
Résultats sous contrôle financeurs	1 716 898	658 814
Exédent financement mesure exploitation	0	0
Résultats de l'exercice	18 626	205 726
Subventions d'investissement	4 369 029	4 096 678
Provisions réglementées	408 459	408 459
TOTAL	12 623 747	12 621 292

6.2 Provisions et fonds dédiés

PROVISIONS / FONDS DEDIES	A l'ouverture 01/01/2024	Augmentations 2024	Diminutions 2024	A la clôture 31/12/2024
Provisions réglementées	408 459	0	0	408 459
Provisions pour risques et charges	530 565	0	28 750	501 815
Provisions pour dépréciation	0	0	0	0
Provisions pour fonds dédiés	3 400 168	156 336	642 477	2 914 027
TOTAL	4 339 192	156 336	671 227	3 824 301

6.3 Etat des dettes

DETTEs	Montant brut	à 1 an au plus	à + 1 an et - 5 ans	à + de 5 ans
Emprunts auprès des établissements de crédit (a)	12 282 716	5 175 355	1 828 750	5 278 611
Emprunts et dettes divers				
Avances et acomptes reçus sur commande en cours	0	0		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	994 682	994 682		
Dettes fiscales et sociales	2 482 610	2 482 610		
Autres dettes	396 934	396 934		
Produits constatés d'avance	0	0		
TOTAL	16 156 942	9 049 581	1 828 750	5 278 611

VII AUTRES INFORMATIONS

7.1 Effectif moyen

L'effectif des salariés en équivalent temps plein est de 365 sur 2024 contre 389 sur 2023.

Par ailleurs, au 31 décembre 2024, l'effectif s'élevait à 396 et se détaillait ainsi :

- Hommes : 83
- Femmes : 313

7.2 Rémunération des cadres dirigeants

Les membres du Conseil d'Administration, dirigeants au sens de l'instruction fiscale 44-5-06 du 18 décembre 2006, exercent bénévolement leur mandat. Aucune rémunération en espèces ou en nature ne leur est versée à titre personnel.

La rémunération des trois plus hauts cadres de direction n'est pas donnée, car cela reviendrait à donner indirectement des rémunérations individuelles.

7.3 Contributions volontaires en nature

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail: bénévolat, mises à disposition de personnes;
- Des contributions en biens: dons en nature redistribués ou consommés en l'état;
- Des contributions en services: mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services

Elles ont été estimées non significatives au titre de l'exercice 2024.

7-4 : Indemnités de départ en retraite

Les indemnités de départ en retraite sont provisionnées en comptabilité après calculs de ces derniers effectué par un actuair.

Association AUTISME EN ILE DE France

Comptes du 01/01/24 au 31/12/24

ANNEXE 1

TABEAU EXPLICATIF DES RESULTATS SOUS CONTRÔLE

SESSAD AIDERA	Résultat sous contrôle 2022		566 151
	Résultat sous contrôle 2023		228 687
IME NOTRE ECOLE	Résultat sous contrôle 2022		40 915
	Résultat sous contrôle 2023		208 036
FOYER LE CLAIR BOIS	Résultat sous contrôle 2022	-	323 818
	Résultat sous contrôle 2023	-	707 160
FAM SIMONE VEIL	Résultat sous contrôle 2022		282 389
	Résultat sous contrôle 2023		79 685
IME COUR DE VENISE	Résultat sous contrôle 2022	-	108 005
	Résultat sous contrôle 2023	-	553
SESSAD LES COMETES	Résultat sous contrôle 2022		217 377
	Résultat sous contrôle 2023		132 205
SESSAD GRANGE ORY	Résultat sous contrôle 2022		81 038
	Résultat sous contrôle 2023	-	13 197
PLATE FORME ECLAIR	Résultat sous contrôle 2022		
	Résultat sous contrôle 2023	-	34 775
TED ET SES AMIS	Résultat sous contrôle 2022		
	Résultat sous contrôle 2023		9 839
			658 814

Association AUTISME EN ILE DE France

Comptes du 01/01/24 au 31/12/24

ANNEXE 2

TABLEAU EXPLICATIF DU RESULTAT DE L'EXERCICE

	31/12/2024
Gestion libre	29 525
<i>dont Association</i>	30 714
<i>dont SAI</i>	-1 189
 SESSAD AIDERA	 344 224
IME NOTRE ECOLE	162 106
FOYER LE CLAIR BOIS	- 829 470
FAM SIMONE VEIL	- 54 029
IME COUR DE VENISE	305 512
SESSAD LES COMETES	64 735
SESSAD GRANGE ORY	135 490
PLATE-FORME ECLAIR	- 5 738
TED ET SES AMIS	205 322
SIEGE	- 151 951
	<hr/>
	205 726

Association AUTISME EN ILE DE France

Comptes du 01/01/24 au 31/12/24

ANNEXE 3

TABLEAU DE PASSAGE

	RESULTAT COMPTABLE	REPRISE N-2	Ajustements divers	RESULTAT ECONOMIQUE
<u>Résultat sous contrôle</u>				
SESSAD AIDERA	344 224	566 151		910 375
IME NOTRE ECOLE	162 106	40 915		203 021
FOYER LE CLAIR BOIS	- 829 470	- 323 818		- 1 153 288
FAM SIMONE VEIL	- 54 029	282 389		228 360
IME COUR DE VENISE	305 512	- 108 005		197 507
SESSAD LES COMETES	64 735	217 377		282 112
SESSAD GRANGE ORY	135 490	81 038		216 528
PLATE-FORME ECLAIR	- 5 738			- 5 738
TED ET SES AMIS	205 322			205 322
SIEGE	- 151 951	(a)		- 151 951
<u>Résultat gestion libre</u>				
Gestion libre	29 525			29 525
	205 726	756 047	-	961 773

(a) Les résultats antérieurs du SIEGE sont directement imputés dans les fonds propres.

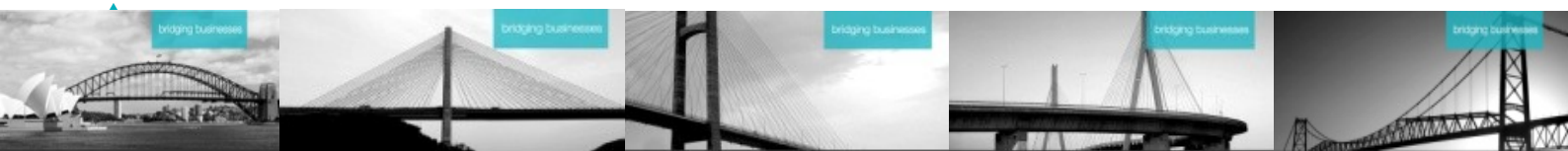
RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

Exercice clos le 31 décembre 2024

AUTISME EN ILE-DE-FRANCE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

43 bis rue de Cronstadt
75015 PARIS



Rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R. 612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

CONVENTIONS SOUMISES A L'APPROBATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R. 612-7 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions mentionnées à l'article L. 612-5 du code de commerce qui ont été passées au cours de l'exercice écoulé.

- **Concernant les facturations entre différentes entités :**

SCI L'ARC EN CIEL :

La SCI L'ARC EN CIEL a été créée par votre association en date du 12/02/2021 pour l'acquisition d'un bien immobilier d'une superficie de 500m², dépendant d'un immeuble situé au 9 avenue d'Arromanches Saint Maur des Fossés (94100).

Son capital social s'élève à 1 000 €. Votre association possède 99,8% du capital social. Votre association a signé auprès de la SCI L'ARC en CIEL un bail pour le compte de l'établissement SESSAD LES COMETES. Le loyer annuel s'élève à 96 000€ hors taxes et hors charges.

Jean-Marc Monguillet est gérant de la SCI, et Président de votre association.

Mathieu Feroldi est trésorier de la SCI, et trésorier de votre association.

NOTRE CAFE MARAIS :

Votre association et l'association Notre Café Marais (NCM) située 11 Allée Arnaud Beltrame à Paris (75003) ont conclu le 8 juillet 2021 une convention de partenariat.

Notre Café Marais est un café à vocation inclusive où les résidents de l'IME Cour de Venise appliquent leurs compétences pré-professionnelles avec des « vrais utilisateurs ». Au titre de la convention, votre Association, au travers de l'établissement IME Cour de Venise supporte dans ses charges et paye directement les salaires et charges sociales afférentes aux salariés affectés à cette extension, exception faite du cuisinier.

L'association NCM supporte dans ses charges et paye directement les salaires et charges sociales afférentes au cuisinier.

Votre association paye directement le loyer facturé à NCM par son bailleur.

Au titre de cette convention, l'IME Cour de Venise a versé pour le compte de cette extension un montant de 58 472.74 € sur l'année 2024.

Fait à Paris, le 9 juillet 2025

Le Commissaire aux comptes

JPA Associations



Damien POTDEVIN